

## Fiche 4.16

Vers une reconstruction de l'Irak



# VERS UNE RECONSTRUCTION DE L'IRAK ?

À la suite de la guerre du Golfe de 1991, l'Irak fut soumis à un strict embargo, décidé par l'ONU à la demande des États-Unis. Le pays, riche en pétrole, qui était en 1980 au niveau de l'Espagne, disposant d'une puissante base industrielle et d'une solide agriculture, va être ramené des décennies en arrière. On estime à 500 000 le nombre de morts dus à l'embargo entre 1991 et 2003.

## L'EFFET D'AUBAINE DU 11 SEPTEMBRE 2001

Si la nation est exsangue, ce n'est pas le cas de Saddam Hussein qui maintint la répression de son régime. L'embargo lui permit même de renforcer le contrôle sur sa population. Des inspections internationales furent mises en place pour vérifier que l'Irak ne rétablissait pas son programme de fabrication d'armes de destruction massive (ADM). Le pays demeure néanmoins perçu comme une menace existentielle par les États-Unis et Israël et comme un paria par les autres pays. Les néoconservateurs américains plaidèrent dès 1996 pour le renversement de S. Hussein, mais personne ne voulut se lancer dans une nouvelle guerre.

Les attentats du 11 septembre 2001 furent saisis par les néoconservateurs : ils convinrent le président George W. Bush (élu sur un programme non interventionniste) des liens – en réalité factices – entre Saddam Hussein et Al-Qaïda, et de la poursuite par ce dernier d'un programme de développement d'ADM. Ils jouèrent à la fois sur l'effet de peur (que se passerait-il si un nouvel attentat était commis avec des ADM ?) et sur le souhait de vengeance du peuple américain.

## UNE DÉSINFORMATION MAJEURE

Une vaste campagne de désinformation est lancée pour justifier la guerre. La plupart des États et l'immense majorité des opinions publiques s'y opposent, car elle est vue comme un facteur de déstabilisation ultérieure. Les néoconservateurs plaident pour l'obligation morale de renverser un tyran, d'établir la démocratie en Irak, et, par un effet domino, de démocratiser la région, préalable indispensable à l'établissement d'une paix entre pays arabes et Israël.

Les opposants à la guerre estiment que la démocratie ne s'exporte pas, encore moins par la guerre, et qu'un nouveau conflit dans la région ne peut que susciter un développement du terrorisme et la déstabilisation d'une région déjà stratégiquement explosive. Ils estiment fournir ainsi des arguments à ceux qui, dans le monde arabe, sont les plus hostiles aux Occidentaux, contribuant ainsi à l'avènement

du « choc des civilisations ». La France prend la tête de la campagne internationale contre la guerre, l'Europe est divisée entre un camp proguerre (Royaume-Uni, gouvernements de droite en Espagne et Italie et pays de l'Est) et un second antiguerre (les autres, autour de la France et l'Allemagne).

Au Conseil de sécurité de l'ONU, le projet de résolution permettant l'emploi de la force par les États-Unis est rejeté par onze voix contre quatre. Les États-Unis se lancent néanmoins dans la guerre le 23 mars 2003 : ils arrivent à Bagdad le 9 avril. Mais les difficultés commencent. La population, initialement ravie d'être débarrassée de S. Hussein, perçoit rapidement l'armée américaine comme une armée d'occupation. Les attentats se multiplient, frappant à la fois les forces américaines et les populations civiles.

Il est désormais établi que les États-Unis ont menti sur l'existence d'ADM, ce qui a durablement affecté leur image.

Les Américains, voulant éradiquer toute trace de Saddam Hussein, procèdent à une « débaasification » de l'Irak, en référence au parti Baas de Saddam. Cela revient à renvoyer tous les fonctionnaires et à détruire les structures étatiques de l'Irak. Les chiïtes, majoritaires, vont s'emparer du pouvoir et, par esprit de revanche et par sectarisme, exclure à leur tour les sunnites. Les Kurdes, qui avaient déjà une autonomie de fait, vont l'augmenter.

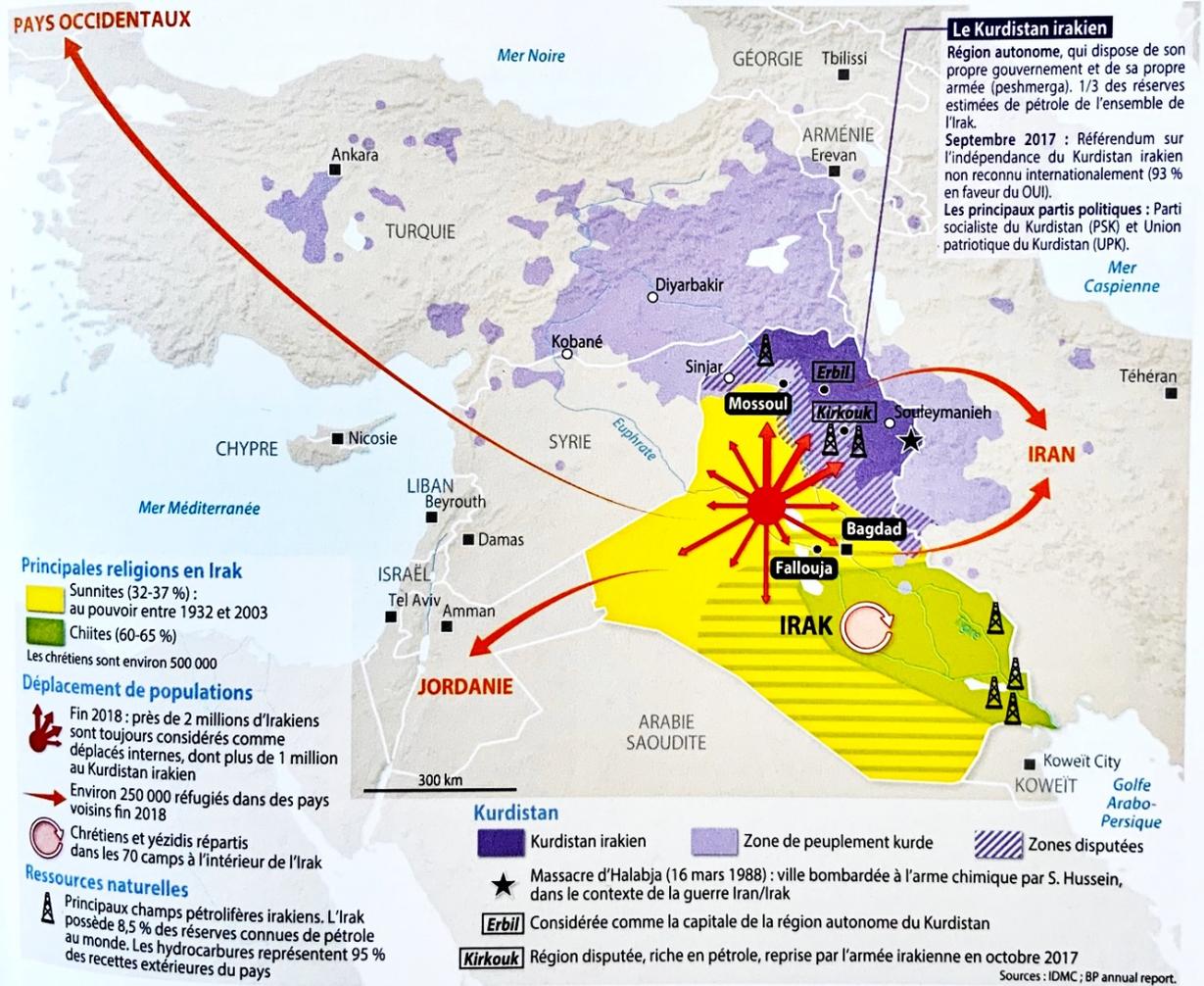
L'État islamique va naître et se développer en s'appuyant sur une population sunnite désormais sans perspective.

La guerre de 2003 a éliminé le principal adversaire de l'Irak, Saddam Hussein. Les États-Unis ont involontairement ouvert les portes de l'Irak à l'Iran.

L'Irak est alors sous une double tutelle iranienne et américaine. Malgré les richesses pétrolières du pays, l'incurie et la corruption des dirigeants ainsi que leur sectarisme, empêchent une réelle reconstruction.

À l'été 2019, la population se révolte contre la corruption des dirigeants et les interférences américaines et iraniennes. L'assassinat du leader des Gardiens de la révolution iraniens, le général Soleimani, par les Américains sur le territoire irakien en janvier 2020, renforce l'anti-américanisme et conduit le parlement irakien à réclamer le départ des troupes américaines.

## L'IRAK, UN ÉTAT MORCELÉ



## LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DE L'IRAK

